

PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

PREFECTURE

Direction des Collectivités Locales,  
de l'Utilité Publique et de l'Environnement  
Bureau des Installations et Travaux Réglementés  
pour la Protection des Milieux  
Affaire suivie par : M.ARGUIMBAU  
Tél. : 04.84.35.42.68  
N° 440-2012 MED

Marseille le 06 SEP 2012  
DREAL-UT 13

☐ COREO ☒ S31C ☐ non  
N° A/

14 SEP. 2012

Destinataire : ☒ DB  
Circulation ☐ Info

**ARRETE DE MISE EN DEMEURE**  
**à l'encontre de la Société SERAM**  
**concernant l'exploitation de son usine de traitement de boues sise à Sormiou commune de**  
**MARSEILLE**

LE PREFET DE LA REGION  
PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
~~PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE~~  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 511-1, L 514-1 et suivants,

VU l'arrêté n° 80-2004 A délivré le 31 juillet 2006 à la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole pour l'exploitation de son usine de traitement de boues sise Chemin de Sormiou 13009 Marseille,

VU l'arrêté n° 293-2008 PC du 24 juillet 2009 portant des prescriptions complémentaires au fonctionnement de ladite usine et actant son changement d'exploitant au profit de la société SERAM,

VU l'arrêté n°1341-2011 du 7 novembre 2011 portant des prescriptions complémentaires au fonctionnement de ladite usine,

Vu le courrier de la société SERAM en date du 15 juin 2012,

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 22 août 2012,

Vu le courrier du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du 23 août 2012, adressé à la société SERAM,

Considérant que la société SERAM a précisé par courrier du 15 juin 2012 que la remise en service après travaux de la tour de désodorisation ne pourra être opérationnelle avant la fin de l'année 2012,

Considérant que la société SERAM ne respecte pas les articles 4 et 5 de l'arrêté n°1341-2011 PC du 7 novembre 2011 en n'ayant pas mis en service l'équipement précité,

Considérant qu'en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, lorsqu'un Inspecteur des installations classées a constaté le non respect des prescriptions techniques imposées à l'exploitant d'une installation classée, le Préfet doit mettre en demeure l'exploitant de satisfaire aux conditions d'exploitation définies par les arrêtés préfectoraux applicables et ce, dans un délai déterminé,  
.../...

Considérant que le non respect des prescriptions imposées est susceptible d'entraîner des nuisances olfactives vis à vis des riverains,

Sur la proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## A R R E T E

### ARTICLE 1er

La Société SERAM dont le siège social est sis Parc des Aygalades 35 25 Boulevard Capitaine Gèze BP1025613308 Marseille Cedex 145, est mise en demeure de respecter les prescriptions des articles 4 et 5 de l'arrêté n°1341-2011 du 7 novembre 2011 portant des prescriptions complémentaires au fonctionnement de son usine de traitement de boues sise à La Cayolle Chemin de Sormiou 13009 Marseille dans les délais suivants :

a) concernant l'article 4

– **pour le 15 novembre 2012 au plus tard** en finissant les travaux et en remettant en service la tour de désodorisation,

– **pour le 31 décembre 2012 au plus tard** en terminant la période d'observation,

b) concernant l'article 5

- **pour le 31 décembre 2012 au plus tard** en faisant faire vérifier la concentration d'odeur en sortie de l'unité de désodorisation par un laboratoire agréé,

- **pour le 28 février 2013 au plus tard** en transmettant le rapport de cette vérification à l'inspecteur des installations

### ARTICLE 2

En cas de non-respect des conditions qui précèdent dans le délai imparti, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales prévues à l' article L.514-1, 2, 3,10 et 11 du Code de l'Environnement.

### ARTICLE 3

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### ARTICLE 4

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
  - Le Maire de Marseille,
  - Le Président de la Communauté urbaine Marseille –Provence Métropole,
  - ✕ - Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
  - Le Commandant du Bataillon des Marins Pompiers de Marseille
- et toutes autorités de Police et de Gendarmerie,
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MARSEILLE, le  
Le Secrétaire Général

06 SEP. 2012



Louis LAUGIER